

Tendances et faits saillants en immigration à l'échelle mondiale

Avril à juin 2025



Meilleure la question, meilleure la réponse.
Pour un monde meilleur.



EY
Façonner l'avenir
en toute confiance

Survol

Le présent document donne un aperçu des nouveautés à l'échelle mondiale en matière d'immigration à des fins d'affaires. Il vise à alimenter les discussions sur les politiques qui ont été proposées ou mises en œuvre dans des pays et territoires clés des Amériques, de l'Asie-Pacifique et de la région EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique).

Chaque jour, des modifications aux politiques sont proposées et instaurées dans le monde entier. Les informations présentées ci-dessous sont mises à jour chaque trimestre, et elles ne couvrent pas tous les pays et territoires. Le contenu des articles hyperliés est exact à la date de sa publication, et il n'a pas été mis à jour depuis cette date.

Le présent document est fourni à des fins d'information seulement et ne constitue ni un conseil juridique ni une garantie quant au résultat de quelque demande, y compris des demandes d'admission dans des pays étrangers. Les sociétés membres d'EY ne pratiquent pas le droit là où la loi le leur interdit. Ernst & Young LLP aux États-Unis ne pratique pas le droit et ne fournit pas de conseils juridiques.

Pour connaître les nouveautés en matière d'immigration, cliquez [ici](#). Pour d'autres indications ou informations sur les politiques et/ou les exigences en matière d'immigration dans des pays ou territoires précis, veuillez communiquer avec le professionnel d'EY avec qui vous collaborez.

En bref



Shawn Orme

Leader des Services en immigration à l'échelle mondiale d'EY
[Profil Gens d'EY](#)

Le deuxième trimestre de 2025 a fait ressortir l'interaction croissante entre la géopolitique et les politiques d'immigration, les conflits mondiaux et l'évolution des priorités incitant les gouvernements à apporter des modifications à leurs systèmes d'immigration compte tenu des impératifs humanitaires et des enjeux de sécurité nationale. Au Moyen-Orient, le conflit armé a entraîné des ajustements opérationnels et politiques, notamment la prolongation automatique des visas d'experts étrangers se trouvant actuellement en Israël, une mesure visant à atténuer les perturbations causées par les restrictions en matière de services consulaires et d'options de déplacement. En Asie du Sud, la montée des tensions entre l'Inde et le Pakistan a poussé les deux pays à resserrer la mobilité transfrontalière et à renforcer l'examen des demandes de visa. En Europe, le conflit prolongé en Ukraine a mené à la prorogation des mesures de protection temporaires des personnes déplacées.

Cette suite d'événements témoigne d'une plus grande tendance mondiale selon laquelle les politiques d'immigration sont de plus en plus influencées par les enjeux de sécurité et les interventions en cas de crise, plutôt que par des facteurs économiques ou de planification du marché du travail. Les États-Unis ont mis en place de nouvelles restrictions de voyage visant les ressortissants de plusieurs pays, invoquant des lacunes sur le plan de la gestion de l'identité et de l'échange de renseignements. Le Mozambique oblige les voyageurs dispensés de visa à s'inscrire avant leur voyage, ce qui permet aux autorités de faire un contrôle des visiteurs avant leur arrivée. Le Japon a annoncé son intention de mettre en œuvre un système électronique d'autorisation de voyage plus tôt que prévu et de renforcer les mesures d'application de la loi visant à maintenir la sécurité publique.

Parallèlement, sous l'effet des pressions économiques et de l'opinion publique, les gouvernements continuent à déployer des politiques destinées à protéger les marchés intérieurs du travail. L'Australie prévoit une baisse nette de plus de 30 % de la migration étrangère (arrivées et départs) à la suite de la mise en œuvre de sa stratégie de migration. Le Royaume-Uni a proposé un certain nombre de mesures conçues pour réduire la migration nette et veiller à ce que les travailleurs étrangers ne déplacent pas les travailleurs locaux. La Pologne a adopté une nouvelle loi instituant un contrôle plus serré des catégories d'autorisation de travail et une supervision accrue des travailleurs qui ne sont pas issus de l'Union européenne, ce qui témoigne de l'engagement du pays à prioriser l'emploi local.

Au même moment, les efforts visant à attirer une expertise internationale et à pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont connu un nouvel élan grâce aux nouvelles politiques d'immigration. La République de Corée a lancé une nouvelle catégorie de visa pour les travailleurs qualifiés du domaine de la technologie, ce qui démontre une approche ciblée visant la stimulation des secteurs axés sur l'innovation. Les Philippines ont introduit des visas pour les nomades numériques, et le Kenya a commencé à accepter des demandes en ce sens. Ces initiatives sont conçues pour appuyer le caractère changeant de l'emploi à l'échelle mondiale et attirer des professionnels mobiles. La Chine continentale a étendu l'accès sans visa aux ressortissants d'Amérique latine et du Golfe, stimulant les affaires locales et l'échange de talents.

Pour d'autres informations et une analyse, visionnez notre webémission sur les récents changements en matière d'immigration [aux États-Unis et au Canada](#); lisez le rapport sur l'incidence du travail à distance sur le marché du travail de la [Colombie](#); explorez le Sondage sur la [mobilité réinventée](#) 2025 d'EY; et consultez [l'analyse géostratégique](#) de juin 2025 et les [perspectives économiques mondiales](#) semestrielles de 2025 pour des éclaircissements sur la dynamique de l'inflation, l'évolution du marché du travail, les changements dans le commerce mondial, le sommet du G7 et plus encore.



Amériques

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- L'[Argentine](#) a apporté des changements qui renforcent les pouvoirs des autorités pour ce qui est de l'admission, de la résidence et du renvoi de ressortissants étrangers.
- Le ministre [colombien](#) de la Santé et de la Protection sociale a instauré une nouvelle exigence de vaccination et a déclaré une urgence sanitaire nationale en raison d'une flambée de fièvre jaune en Amérique du Sud. Les mesures spéciales ont des effets importants sur les citoyens, les résidents et les ressortissants étrangers de la Colombie lorsqu'ils entrent au pays et voyagent dans des zones à risque élevé à l'intérieur du pays et dans la région.

Obligations et avantages - Employeurs

- Au [Canada](#), des changements ont été apportés au Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI) qui offre un soutien dans le cadre du processus de demande de résidence permanente dans la province. Le volet Offre d'emploi, qui était axé sur l'employé, centrera son attention sur l'employeur. La création du Portail de l'employeur a changé la façon dont les employés peuvent enregistrer une déclaration d'intérêt. Ces changements ont aussi touché les personnes qui ont enregistré une déclaration d'intérêt et qui sont en attente d'une invitation, puisque les anciens profils de déclaration d'intérêt ont été retirés du système en prévision de ce changement.
- Le [Costa Rica](#) a modifié la réglementation sur l'inscription des sociétés à la direction générale de l'immigration et des étrangers afin de moderniser et de simplifier le processus d'inscription pour ces sociétés auprès des autorités d'immigration.

L'inscription offre des avantages aux sociétés, notamment l'accès à un guichet de services exclusif pour le dépôt des demandes qui permet d'accélérer le traitement et de réduire le temps d'attente.

Obligations et avantages - Personnes

- Le [Brésil](#) a rétabli l'obligation de visa électronique pour les ressortissants de l'Australie, du Canada et des États-Unis qui souhaitent se rendre au Brésil pour les affaires ou le tourisme. Ces personnes sont tenues de mener à bien le processus en ligne, puisque les demandes ne seront pas acceptées dans les consulats ou ambassades.
- Le [Costa Rica](#) a modifié ses règles régissant les ressortissants étrangers qui cherchent à entrer au pays en tant que télétravailleurs et nomades numériques. Les modifications visent à renforcer les contrôles de sécurité, à rehausser la capacité opérationnelle des services de l'immigration et à promouvoir les initiatives de tourisme rural au Costa Rica.
- L'[Équateur](#) a annoncé que les ressortissants et les résidents de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie et du Pérou doivent désormais présenter un certificat de vaccination qui confirme qu'ils ont été vaccinés contre la fièvre jaune au moins dix jours avant la date d'entrée souhaitée pour être admis au pays.
- [Israël](#) a annoncé que certains visas B-1 pour les experts étrangers sont automatiquement prolongés jusqu'au 31 juillet 2025, en raison de la situation dans le pays.



- La Cour suprême des [États-Unis](#), saisie en urgence par le gouvernement Trump, a suspendu la décision d'un tribunal d'instance inférieure qui avait provisoirement mis fin à la désignation du Vénézuéla comme pays bénéficiant du statut de protection provisoire (*Temporary Protected Status – TPS*). Cette décision suspend la protection officielle accordée par le TPS à des milliers de ressortissants vénézuéliens aux États-Unis; ceux qui ne bénéficient pas d'un autre statut ou qui n'ont pas d'autre motif légitime pour rester au pays pourraient être expulsés.
- Aux [États-Unis](#), le président Donald Trump a signé une proclamation annonçant de nouvelles restrictions visant certains ressortissants étrangers qui entrent au pays. Ces restrictions de voyage limitent en totalité ou en partie la délivrance de visa aux ressortissants de plusieurs pays ainsi que leur entrée aux États-Unis; la principale raison invoquée pour ces mesures étant des « lacunes concernant la gestion de l'identité ou l'échange de renseignements » de la part de leurs gouvernements.

“

À l'échelle des Amériques, le deuxième trimestre de l'exercice 2025 a été marqué par un resserrement des contrôles de l'immigration et par une plus grande attention portée à la conformité. Aux États-Unis, de nombreux décrets présidentiels renforçant la sécurité frontalière et imposant de nouvelles exigences d'inscription pour les ressortissants nationaux ont été signés. Par ailleurs, des pays comme la Colombie, le Costa Rica et l'Équateur ont modernisé leurs protocoles d'entrée et ajouté des exigences en matière de santé, ce qui témoigne d'un accent grandissant sur la sécurité publique et l'efficacité administrative.



– George Reis, leader des Services en immigration d'EY pour les Amériques, [Profil Gens d'EY](#)

À plus long terme

- Le département de la Sécurité intérieure des [États-Unis](#) (DHS) a annoncé qu'il mettait fin à la désignation de l'Afghanistan comme pays bénéficiant du statut de protection temporaire (*Temporary Protected Status – TPS*). La désignation de TPS reste en vigueur jusqu'au 14 juillet 2025.

Asie-Pacifique

“

Les politiques de libéralisation des visas et l'ajout de nouvelles catégories de visa demeurent les principaux leviers de l'engagement à l'échelle de la région Asie-Pacifique à attirer des talents étrangers. La Chine continentale a étendu l'accès sans visa aux ressortissants d'Amérique latine et des pays du Golfe, le signal d'un virage stratégique en vue de renforcer les liens économiques et diplomatiques dans tout l'hémisphère. Le lancement de nouveaux visas pour les travailleurs étrangers qualifiés dans les secteurs de haute technologie (Corée) et les nomades numériques (Philippines) révèle l'attention soutenue portée aux bassins de talents propres à un secteur et aux modalités de travail flexibles et intégrées à l'échelle mondiale.



– Linda Rowe, leader des Services en immigration d'EY Asie-Pacifique

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- En [Australie](#), la tenue de l'élection fédérale en mai a suscité des questions sur les futures politiques en matière d'immigration. Par suite de la réélection du Parti travailliste australien (Australian Labor Party - ALP), aucun changement important n'est attendu en immigration pendant son mandat puisque l'ALP a proposé une réforme de la politique d'immigration lors des élections de 2022, qui a débouché sur la stratégie de migration publiée en décembre 2023.

Obligations et avantages - Employeurs

- La [Malaisie](#) a annoncé qu'il sera désormais possible de faire appel du rejet des demandes de permis de travail sur le portail en ligne de la division des services aux expatriés (ESD), au lieu de procéder par courriel ou par l'intermédiaire du Centre MYXpats. On s'attend à ce que la transition vers la plateforme en ligne de l'ESD simplifie la procédure d'appel, améliore la transparence auprès des autorités de l'immigration de la Malaisie et accélère la mise en œuvre du processus d'immigration pour les personnes admissibles.
- En [Thaïlande](#), les entreprises bénéficiant d'une promotion du Bureau d'investissement de la Thaïlande (BOI) (c.-à-d. les entreprises promues par le BOI) et leurs employés étrangers doivent inclure une notification TM.30 pour toutes les nouvelles

demandes de visa, les demandes de prolongation et les demandes de renouvellement. Le non-respect de cette exigence entraînera un retard dans le traitement des demandes de visa.

Obligations et avantages - Personnes

- La [Chine continentale](#) a annoncé que les ressortissants de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Pérou et de l'Uruguay sont autorisés à entrer sur le territoire pour les affaires, le tourisme ou les visites familiales, ou à transiter par le pays sans visa. La politique de dispense de visa restera en vigueur jusqu'au 31 mai 2026.
- La [Chine continentale](#) a aussi annoncé que les ressortissants du Bahreïn, du Koweït, d'Oman et de l'Arabie saoudite sont maintenant autorisés à entrer sur le territoire pour les affaires, le tourisme ou les visites familiales, ou à transiter par le pays sans visa jusqu'au 8 juin 2026.
- Le [Japon](#) a mis en place le programme de dépistage de la tuberculose avant l'entrée au Japon (J-PETS) pour les ressortissants de certains territoires qui souhaitent séjourner plus de trois mois au Japon. Dans la première phase, le programme s'appliquera aux ressortissants du Népal et des Philippines. Le programme sera élargi pour inclure les ressortissants d'autres territoires au cours des prochains mois.



- Les [Philippines](#) ont introduit un visa de nomade numérique à l'intention des ressortissants étrangers qui souhaitent travailler à distance depuis les Philippines pour une entreprise située à l'étranger. Dans le cadre de cette initiative, les nomades numériques sont en mesure de séjournier aux Philippines pour une période initiale allant jusqu'à un an, avec possibilité de prolongation du visa d'une année supplémentaire.
- La [République de Corée](#) a annoncé que les ressortissants étrangers qui souhaitent demander un visa pour personnes à charge F-3 sont tenus de soumettre les documents originaux attestés ou munis d'une apostille afin de confirmer leurs liens familiaux avec le demandeur principal. La [République de Corée](#) a également instauré le visa F-2 pour les ressortissants étrangers qualifiés qui travaillent dans les sous-secteurs de la haute technologie, notamment les sous-secteurs des semi-conducteurs, de la biotechnologie, des batteries secondaires, de l'affichage, de la robotique et de la défense.
- La [Thaïlande](#) a annoncé que certains ressortissants non thaïlandais qui entrent au pays par voie aérienne, terrestre ou maritime doivent remplir la carte d'arrivée numérique en Thaïlande (TDAC) en ligne avant l'arrivée, à l'exception de ceux qui transitent par la Thaïlande ou y font un transfert sans passer par le contrôle d'immigration ainsi que de ceux qui entrent dans le pays en utilisant laissez-passer frontalier.

À plus long terme

- Le [Japon](#) a annoncé son plan Zéro immigration clandestine pour la sécurité de la population (le « Plan »). Le Plan prévoit la mise en œuvre anticipée du système électronique japonais d'autorisation de voyage (le JESTA); celui-ci sera mis en œuvre en 2028 plutôt qu'en 2030, et établit des mesures d'application bonifiées visant à assurer la sécurité des citoyens et des ressortissants étrangers au Japon.
- La [Thaïlande](#) a annoncé la mise à jour des critères d'admissibilité, y compris de nouvelles exigences relatives au salaire minimum et aux quotas, pour les ressortissants étrangers qui travaillent pour des entreprises promues par le Bureau d'investissement (BOI) de la Thaïlande. Les exigences révisées entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2025 pour les employés étrangers d'entreprises munies d'un certificat de promotion du BOI délivré le ou après le 5 juin 2025 et le 1^{er} janvier 2026 pour les employés d'entreprises munies d'un certificat délivré avant le 5 juin 2025.

Europe

“

Dans l'EMOIA, la politique d'immigration continue d'être utilisée comme mécanisme de gestion des pressions exercées sur le marché du travail national et des risques géopolitiques. La décision du Koweït de simplifier les règles en matière de résidence pour certains travailleurs étrangers, les initiatives de l'Arabie saoudite pour sauvegarder les emplois et créer de nouveaux emplois pour ses citoyens et la suspension des services de visa entre l'Inde et le Pakistan montrent à quel point la sécurité et la souveraineté sont au cœur de la gouvernance de la mobilité dans la région.



– Ben J Willis, leader des Services en immigration d'EY EMOIA, *Profil Gens d'EY*

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- En [Pologne](#), la nouvelle loi sur les conditions d'emploi de ressortissants étrangers est entrée en vigueur. La loi apporte des changements importants pour les ressortissants hors UE, comme le traitement numérique des permis de travail, les restrictions relatives aux catégories de visa d'emploi et le resserrement des contrôles gouvernementaux.
- La [Slovénie](#) a apporté des modifications à sa loi sur les étrangers (ZTuj-2I) et mettra bientôt en œuvre des changements à sa loi sur l'emploi, le travail indépendant et le travail des étrangers (ZZSDT-E). Ces modifications ont pour but d'intégrer la directive de l'UE n° 2021/1883 qui régit les conditions d'entrée et de résidence des ressortissants de pays tiers en quête d'un emploi hautement qualifié.
- L'[Espagne](#) a publié des directives officielles afin de clarifier des aspects de la réglementation relative aux étrangers (c.-à-d. le décret royal 1155/2024), qui met en œuvre la loi organique 4/2000 relative à la capacité des ressortissants de pays tiers visés à régulariser leur statut d'immigration dans le pays et à se conformer aux lois locales en matière d'immigration.
- La [Suisse](#) a pris acte de l'application de la clause de sauvegarde qui permet de restreindre temporairement la libre circulation lorsque certains seuils relatifs à l'immigration sont dépassés. Par conséquent, la Suisse prévoit modifier l'accord sur la libre circulation des personnes afin d'adopter en

partie la directive de l'UE n° 2004/38/EC, tout en accordant la priorité à la migration liée à l'emploi pour renforcer les relations bilatérales avec l'UE.

- Le gouvernement du [Royaume-Uni](#) a publié un livre blanc qui énonce les réformes proposées visant à renforcer l'immigration légale. Les réformes, qui comprennent une nouvelle liste temporaire de pénuries et des voies d'accès améliorées pour les talents mondiaux, visent à rétablir l'ordre, le contrôle et l'équité du système d'immigration par une diminution du solde migratoire et la promotion de la croissance économique.

Obligations et avantages - Employeurs

- En [Finlande](#), la proposition visant le resserrement des exigences applicables aux employeurs et aux ressortissants de pays tiers est entrée en vigueur en [juin 2025](#). Les changements comprennent l'annulation des permis de séjour pour les personnes dont l'emploi a pris fin prématurément et l'obligation d'aviser le service d'immigration finlandais.
- L'[Irlande](#) a lancé un nouveau système de demande de permis de travail en ligne (EPOS) dans le but de moderniser et d'améliorer le processus de demande de permis de travail. Ce système mis à jour remplace l'ancien EPOS et offre une expérience plus efficace, plus sûre et plus conviviale pour les employeurs, les employés et les agents.



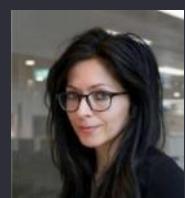
- L'[Irlande](#) a ensuite fait le point sur les problèmes techniques touchant les personnes, les employeurs et les agents qui tentent de créer des comptes EPOS, ce qui a provoqué des retards dans le dépôt et le traitement des demandes de permis de travail. Les autorités continuent d'apporter des améliorations au système, mais les problèmes persistent.
- Le Service de l'immigration et de la naturalisation des [Pays-Bas](#) a clarifié la règle des 30 % pour le calcul du salaire des ressortissants étrangers hautement qualifiés. Cette règle permet aux employeurs de verser jusqu'à 30 % du salaire des ressortissants étrangers hautement qualifiés en franchise d'impôt, ce qui augmente leur salaire net.
- Le [Royaume-Uni](#) a révisé en profondeur les règles d'immigration. Les directives du ministère de l'Intérieur ont été mises en œuvre, ce qui modifie les responsabilités des répondants britanniques à l'égard du visa des travailleurs qualifiés. Ces changements mettent surtout l'accent sur le mode d'évaluation des seuils salariaux et établissent de nouvelles interdictions et exigences pour les répondants.

Obligations et avantages - Personnes

- Le [Danemark](#) a prolongé jusqu'au 4 mars 2027 le statut de protection temporaire accordé aux ressortissants et résidents ukrainiens admissibles en application de la directive sur la protection temporaire.
- Le [Conseil européen](#) et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire pour une mise en œuvre graduelle du système d'entrée / de sortie (EES) sur une période de six mois. Les États membres pourront y inscrire les voyageurs progressivement, ce qui assure une transition sans heurt tout en préservant l'efficacité aux postes frontaliers. Cet accord est soumis à l'approbation du Conseil et du Parlement avant son adoption officielle.
- L'[Irlande](#) a annoncé que tous les ressortissants de Trinité-et-Tobago sont tenus d'obtenir un visa avant d'entrer au pays pour les affaires, le travail, les études et les visites familiales ou de transiter par le pays.
- En [Slovaquie](#), les ressortissants de pays tiers qui souhaitent travailler ou séjourner dans le pays se butent à des difficultés avec le processus d'immigration en raison de la disponibilité limitée de créneaux horaires pour plusieurs types de demande. En réaction, la [Slovaquie](#) a approuvé des modifications, qui sont entrées en vigueur en juillet 2025, pour accroître l'efficacité de la politique étrangère slovaque, régler les problèmes de capacité et réduire le temps d'attente.
- Les autorités du [Royaume-Uni](#) ont confirmé que l'échéance de la période de grâce applicable au visa électronique, laquelle a pris fin le 1^{er} juin 2025, était ferme. À compter du 2 juin 2025, les permis de séjour biométriques et les cartes de séjour biométriques obtenus dans le cadre du dispositif d'obtention du statut de résident permanent de l'UE qui sont expirés ne sont plus acceptés comme preuve du statut d'immigration pour se rendre au Royaume-Uni.
- Le [Royaume-Uni](#) a publié une mise à jour du dispositif d'obtention du statut de résident permanent de l'UE qui porte expressément sur la période continue d'admissibilité au statut de résident permanent de l'UE (autorisation permanente d'entrer ou de demeurer). Ce changement profitera aux organisations qui emploient des personnes admissibles, car elles pourront plus facilement maintenir en poste ces employés, qui obtiendront d'autres preuves de leur droit de travailler et de résider de manière permanente au Royaume-Uni.

“

Les gouvernements de l'Europe, notamment ceux de la Finlande, de l'Irlande, de la Pologne et du Royaume-Uni, resserrent les contrôles en matière d'immigration par un renforcement des obligations imposées aux répondants et une amélioration des systèmes de conformité numériques. L'UE est parvenue à un accord provisoire pour la mise en œuvre du système d'entrée / de sortie (EES) sur une période de six mois afin de freiner l'immigration irrégulière. Ces changements témoignent d'une vaste tendance régionale en faveur d'un système d'immigration sûr, transparent et responsable.



– Seema Farazi, leader des Services en immigration d'EY EMOIA, *Profil Gens d'EY*

À plus long terme

- La [Norvège](#) a annoncé la hausse des exigences salariales pour les demandeurs de certains types de permis de séjour. Les nouveaux seuils de rémunération entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2025.
- La [Suisse](#) a lancé une consultation sur la réforme proposée du statut de protection S pour les personnes ayant fui l'Ukraine. Les principales mesures comprennent le resserrement des critères d'admissibilité en fonction de l'origine géographique et des restrictions accrues de voyage vers l'Ukraine pour les détenteurs actuels du statut. Si elle est adoptée, la réforme proposée devrait entrer en vigueur d'ici la fin d'octobre 2025.

Afrique, Moyen-Orient et Association sud-asiatique de coopération régionale

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- En [Afrique du Sud](#), la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnel l'article 6(1)(A) de la loi sud-africaine de 1995 sur la citoyenneté. Cette décision supprime la perte automatique de la citoyenneté sud-africaine pour les personnes qui ont obtenu la citoyenneté d'un autre pays sans avoir au préalable demandé à conserver leur citoyenneté sud-africaine.

Obligations et avantages - Employeurs

- Le [Koweït](#) a annoncé des changements au processus de transfert de résidence pour les ressortissants étrangers qui passent d'un emploi dans le secteur public à un emploi dans le secteur privé. La nouvelle réglementation simplifie le processus et supprime l'exigence d'harmonisation de l'emploi avec le niveau d'études, ce qui permet aux employeurs du secteur privé d'accéder à un bassin élargi de talents.
- Le ministère des Ressources humaines et du Développement social de [l'Arabie saoudite](#) (le MHRSD), en collaboration avec le ministère du Tourisme, a annoncé que 41 professions dans le secteur touristique seraient réservées aux ressortissants saoudiens afin de créer des possibilités d'emploi pour les citoyens. De plus, le MHRSD et le ministère de la Santé ont entamé la première phase de hausse du taux de saoudisation pour quatre professions dans le domaine de la santé.

Obligations et avantages - Personnes

- À la suite de l'attentat terroriste de Pahalgam, l'[Inde](#) a suspendu le programme de dispense de visa de l'Association sud-asiatique de coopération régionale pour les ressortissants pakistanais et a annoncé plusieurs mesures. L'[Inde](#) a ensuite suspendu tous les services de visa et a révoqué les visas délivrés à des ressortissants pakistanais, ce qui est à l'image de l'intensification des tensions et des problèmes de sécurité dans la région.

En avril 2025, le [Kenya](#) a commencé à accepter les demandes de permis de catégorie N pour les nomades numériques de la part de ressortissants étrangers qui souhaitent travailler à distance depuis le pays pour une entreprise située à l'étranger.

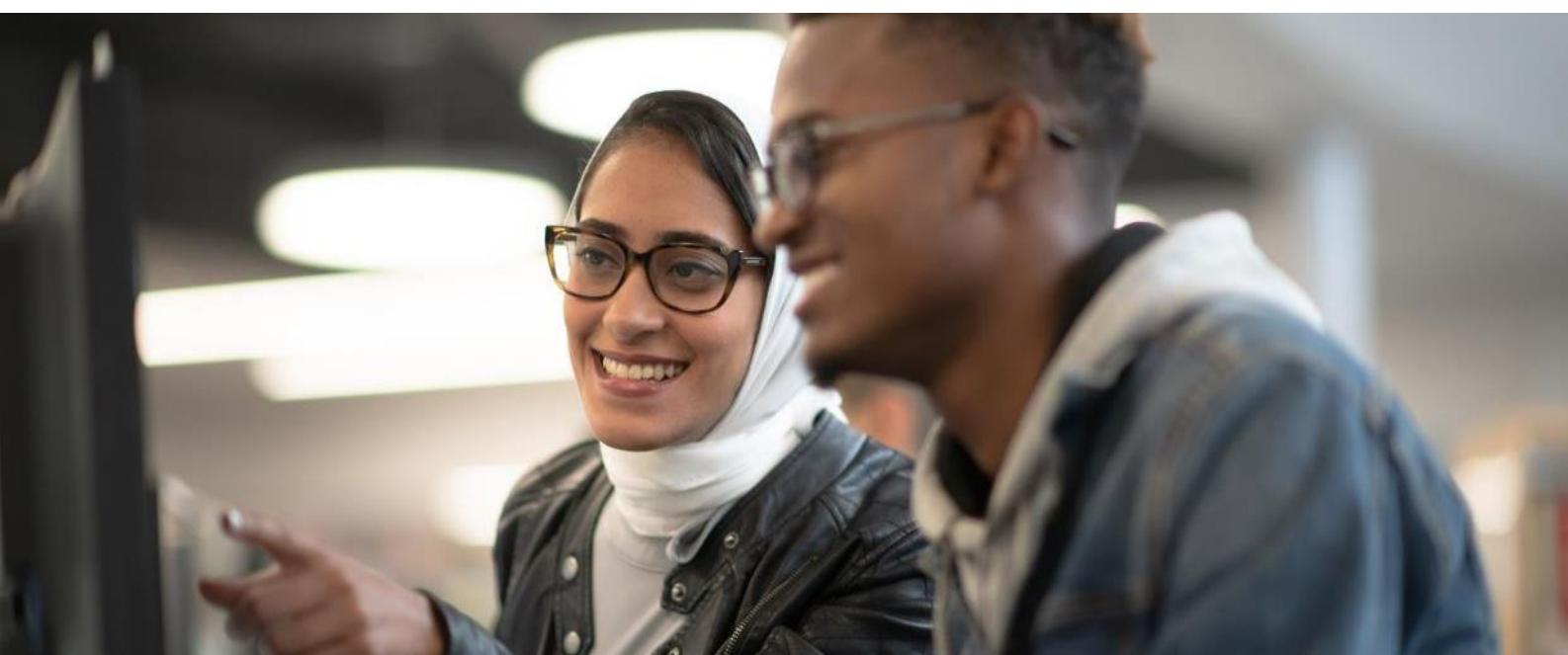
Le [Koweït](#) a annoncé que, à compter du 1^{er} juillet 2025, tous les ressortissants étrangers qui travaillent dans le secteur privé doivent obtenir un permis de sortie avant de se rendre à l'extérieur du pays.

Le [Mozambique](#) a annoncé que tous les ressortissants étrangers dispensés de visa qui se rendent dans le pays à des fins d'affaires ou de tourisme doivent remplir un formulaire électronique d'inscription préalable au voyage au moins 48 heures avant la date prévue du départ.

Le [Nigeria](#) a introduit plusieurs réformes ayant une incidence sur les ressortissants étrangers, notamment l'arrêt du programme de visa à l'entrée et le lancement d'un nouveau visa électronique. D'autres changements touchant les ressortissants étrangers seront mis en œuvre dans les prochains mois.

L'[Arabie saoudite](#) a temporairement suspendu la délivrance des visas de séjour de courte durée pour les ressortissants de 14 pays afin de gérer les déplacements avant la saison du pèlerinage du hadj, la reprise de la délivrance de ces visas étant prévue après le Dhul-Hijjah à la mi-juin 2025. L'[Arabie saoudite](#) a également suspendu temporairement la délivrance d'un contingent de visas en groupe pour les ressortissants de 15 pays, y compris ceux dont la demande est en cours de traitement.

L'[Arabie saoudite](#) a ensuite levé les suspensions, ce qui a permis aux personnes concernées de présenter une demande de visa de courte durée au poste consulaire pertinent. Au moment où nous écrivions ces lignes, la délivrance de visas de travail temporaires était suspendue.



EY | Travailleur ensemble pour un monde meilleur

EY contribue à un monde meilleur en créant de la valeur pour ses clients, pour ses gens, pour la société et pour la planète, tout en renforçant la confiance à l'égard des marchés financiers.

Grâce aux données, à l'intelligence artificielle et aux technologies de pointe, les équipes d'EY aident les clients à façonner l'avenir en toute confiance et proposent des solutions aux enjeux les plus pressants d'aujourd'hui et de demain.

Les équipes d'EY fournissent une gamme complète de services en certification, en consultation et en fiscalité ainsi qu'en stratégie et transactions. S'appuyant sur des connaissances sectorielles, un réseau mondial multidisciplinaire et des partenaires diversifiés de l'écosystème, les équipes d'EY sont en mesure de fournir des services dans plus de 150 pays et territoires.

EY est *All in* pour façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site ey.com/fr_ca/privacy-statement. Les sociétés EY ne pratiquent pas le droit là où la loi le leur interdit. Ernst & Young LLP (EY États-Unis) ne pratique pas le droit et ne fournit pas de conseils juridiques. Pour en savoir plus sur notre organisation, visitez le site ey.com/fr_ca.

@2025 EYGM Limited.
Tous droits réservés.

005252-25Gbl
Aucune date d'expiration

Le présent document a été préparé à des fins d'information générale uniquement et l'information qu'il contient n'est pas censée constituer un conseil de comptabilité, conseil de fiscalité ou autre conseil professionnel. Veuillez consulter vos conseillers pour obtenir des conseils particuliers.

ey.com/fr_ca

